

La France des Gilets jaunes en tricolore au rond-point de Prés d'Arènes



Depuis quelques semaines, dans le sud, de nombreux Gilets jaunes se plaignent de la tentative de prise en main du mouvement de contestation par des groupes d'extrême gauche et certains syndicats. Ce phénomène est d'autant plus surprenant que ce sont ces mêmes groupes, partis et syndicats, qui avaient interdit au mois de novembre à leurs adhérents de renforcer le mouvement populaire alors naissant.

Évidemment avec l'extrême gauche, il faut toujours s'attendre au pire et alors que les consignes des Gilets jaunes étaient très strictes au départ, « on n'affiche pas son appartenance syndicale ou politique », on assiste régulièrement depuis la reprise du mouvement en début d'année à une floraison de drapeaux syndicaux, de drapeaux noirs de l'anarchie et même du sigle PCM, d'un fantomatique Parti communiste maoïste – ça ne

s'invente pas – !

Ces tentatives de récupérations seraient tout au plus pathétiques si des agressions de plus en plus nombreuses et violentes de ces « hyènes » ne se multipliaient contre tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ça s'est passé à Toulouse dans des Assemblées générales, ça s'est passé à Bordeaux (où ils se sont même acharnés sur un prêtre jeté à terre) et à Paris avec le lynchage d'un Asiatique dont le seul tort avait été de s'être présenté à une élection sous l'étiquette FN.



Ça aurait pu se passer à Montpellier au mois de novembre, rue de la Loge, en plein défilé, où ils ont essayé de « ratonner » sans succès quelques patriotes retardataires. La leçon aura été retenue et dorénavant les patriotes ne se déplacent plus qu'en nombre dans les manifs. C'est ainsi qu'un bon groupe de nos camarades, drapeaux français au vent, allèrent, ce samedi 26 janvier, renforcer des manifestants à **l'en-tête de la « France en gilets jaunes »** sur le rond-point mythique de Prés d'Arènes.

Ce jour-là, pendant que l'extrême gauche « locale », renforcée

de casseurs lyonnais, se préparait, devant l'Hôtel de ville de Montpellier, à dévaster une fois de plus le centre-ville, les Gilets jaunes du rond-point de Prés d'Arènes déployaient deux banderoles. La première intitulée « Pacte de Marrakech c'est NON ! » qui a connu un franc succès si l'on s'en tient aux acclamations, aux coups de klaxons et aux pouces des automobilistes levés vers le ciel. La seconde banderole exigeait « une amnistie générale » pour toutes les poursuites déclenchées depuis le début novembre. Tout cela était fort réjouissant, vu que dès la première semaine de manifestation, le lundi 26 novembre, le thème de l'amnistie avait rejoint la revendication du référendum d'initiative citoyenne dans les exigences de la Ligue du Midi.



Le thème de l'immigration relevait du non-dit jusqu'à l'intervention de Brigitte Barèges, la maire de Montauban. Lors du show de Macron à Souillac, cette petite femme, seule face à des maires-mâles émasculés, a montré qu'elle était le seul homme de l'assemblée. Merci Madame le maire si, grâce à vous, la problématique de l'immigration revient en force dans le grand débat national. De fait, dans nombre de débats, quand on parle d'économie à réaliser, le montant de 100 milliards d'euros par an (coût de l'immigration généralement estimé) est

souvent avancé, qui rajouté aux 60 milliards de l'évasion fiscale détournée par les GAFAM et autres multinationales et aux 80 milliards de gaspillage dans les dépenses publiques constituerait, à condition de changer radicalement de politique, une belle cagnotte de 240 milliards capable à la fois de résorber le déficit annuel de la France et de redonner un peu de baume au cœur et de pouvoir d'achat à nos petits Français...



Soulignons que des Gilets jaunes à masques tricolores ont fait leur apparition dans le sud-ouest, aux entrées de Mérignac, de Bassens et de Bordeaux... on en a même remarqué aux entrées de Châteauroux et de Bayonne et on ne serait pas étonné d'en voir prochainement dans la vallée du Rhône et en Provence.

Richard Roudier